Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Accord-Chavez-opposition-a-propos-du-referendum-au-Venezuela>

Accord Chavez-opposition à propos du référendum au Venezuela

- Les Cousins - Venezuela -

Date de mise en ligne : mardi 9 septembre 2003

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le gouvernement du président Hugo Chavez et l'opposition ont signé à Caracas un accord, sous l'égide de l'Organisation des Etats Américains (OEA), permettant l'organisation d'un référendum.

Cet accord a été paraphé par M. Gaviria, par un représentant du Centre Carter et par les ambassadeurs à Caracas des six pays membres du Groupe de Pays Amis du Venezuela (Brésil, Chili, Mexique, Etats-Unis, Espagne et Portugal)

Mais la Constitution vénézuélienne prévoit déjà la possibilité d'organiser des référendums permettant de révoquer tous les élus publics, à mi-mandat. Le règlement de la crise passe par la possibilité d'organiser des référendums permettant de révoquer tous les élus publics, y compris le chef de l'Etat, à la moitié de leur mandat, conformément à l'article 72 de la Constitution. De tels référendums sont possibles s'ils sont formellement requis par le nombre exigé d'électeurs (soit 20% de l'électorat, plus de 11 millions de personnes dans le cas du référendum présidentiel) et s'ils sont approuvés par le nouveau Conseil national électoral (CNE) qui doit être prochainement désigné par l'Assemblée nationale.

L'accord prévoit également la mise en place d'une "commission de la vérité" afin de faire la lumière sur les violences survenues pendant l'éphémère coup d'Etat d'avril 2002, ayant éloigné du pouvoir le président Chavez pendant 47 heures.

Ces violences avaient fait quelque 70 morts.